



Conseil économique et social

Distr. générale
16 juillet 2014
Français
Original: anglais

Comité des droits économiques, sociaux et culturels Quarante-huitième session

Compte rendu analytique (partiel)* de la 2^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le lundi 30 avril 2012, à 15 heures

Président: M. Pillay

Sommaire

Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

* Il n'est pas établi de compte rendu analytique pour le reste de la séance.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la session.

GE.12-42250 (EXT)



* 1 2 4 2 2 5 0 *

Merci de recycler



La séance est ouverte à 15 h 5.

Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

Communications des ONG

1. **Le Président** invite les représentants des organisations non gouvernementales (ONG) présents à la séance à faire part au Comité de leurs observations et de leurs préoccupations concernant les États parties dont les rapports périodiques seront examinés pendant la session.

Slovaquie

2. **M^{me} Westeson** (Centre pour les droits reproductifs) dit que l'organisation qu'elle représente a trois préoccupations en ce qui concerne la santé et les droits sexuels et reproductifs en Slovaquie. Tout d'abord, la contraception orale et l'avortement sur demande ne sont pas prévus dans le cadre du système de santé publique, et les prix sont prohibitifs pour la plupart des femmes. De plus, les pratiques discriminatoires ont été exacerbées à la fin de 2011 quand le Parlement slovaque a pris la décision régressive d'exclure expressément la contraception de la couverture maladie au motif que les contraceptifs sont des médicaments dits de «style de vie». Deuxièmement, à cause du manque de données statistiques complètes et précises sur la santé reproductive et sexuelle, le Gouvernement ne connaît pas bien les raisons de la faible utilisation des contraceptifs dans le pays et du taux élevé de grossesses non désirées, et il est donc mal préparé pour définir les mesures correctives à prendre. Troisièmement, l'éducation sexuelle fait actuellement partie des programmes scolaires, non pas comme une matière obligatoire à part mais comme une composante de la biologie, de la morale et de l'éducation religieuse. Il s'ensuit que l'instruction est généralement axée sur l'anatomie et les notions stéréotypées du mariage et de la parentalité dans lesquelles les renseignements sur les relations et les rapports humains font défaut.

3. **M^{me} Westeson** invite instamment le Comité à demander à la délégation slovaque quelles sont les mesures que le Gouvernement prend pour répondre aux préoccupations exprimées.

4. **M^{me} Mazurova** (Amnesty International) dit qu'Amnesty International tient à insister sur la discrimination que subissent en Slovaquie les milliers d'enfants roms qui ont été placés dans des classes à part, en fonction de leur origine ethnique, où ils reçoivent une forme d'éducation de niveau inférieur. La loi de lutte contre la discrimination et la loi sur les écoles interdisent expressément la ségrégation, mais les deux institutions chargées de surveiller l'application des dispositions de ces lois, à savoir l'Inspection des écoles publiques et le Centre national des droits de l'homme n'ont pas suffisamment de pouvoir pour assurer cette surveillance et sanctionner les cas de non-respect. De plus, la législation slovaque ne contient pas de définition spécifique de la ségrégation et la volonté politique de régler le problème fait défaut. Amnesty International demande donc au Gouvernement slovaque de renforcer les pouvoirs et les compétences des deux organismes de surveillance, de prendre des dispositions légales claires pour obliger les écoles à assurer la déségrégation dans l'éducation et à prendre des mesures précises pour mettre fin à la ségrégation.

5. **M^{me} Tamankova** (Représentante des Roms en Slovaquie) déclare que sa fille est l'une des nombreuses élèves roms qui, au début de l'année scolaire 2011, ont été placées dans des classes élémentaires ségréguées. Estimant que leurs enfants doivent être intégrés avec les autres enfants, s'ils veulent être compétitifs et apprendre la langue slovaque, et que les classes ségréguées favorisent une intolérance qui persiste plus tard dans la vie, les parents ont porté plainte et lancé une campagne pour assurer l'intégration de leurs enfants dans

l'enseignement régulier. Étant donné que l'impact médiatique n'a pas permis d'atteindre cet objectif, M^{me} Tamankova lance un appel au Comité pour qu'il apporte son soutien à une pétition adressée aux autorités de l'État.

6. **M^{me} Debrecéniová** (Citizen and Democracy) dit que l'organisation qu'elle représente est aussi gravement préoccupée par l'accès limité à la contraception et à l'avortement en Slovaquie. Le Gouvernement n'a pas de politique d'ensemble en matière de droits sexuels et reproductifs et il est réticent à en appliquer une en raison de l'ingérence grandissante de la hiérarchie catholique. L'objection de conscience est souvent avancée comme motif pour refuser l'accès à la contraception et à l'avortement et la surveillance nécessaire pour assurer l'application effective de la législation fait défaut. La pratique en Slovaquie s'écarte donc beaucoup des obligations découlant de la loi slovaque et du Pacte.

7. **M. Sadi** pense que le centrage limité des communications des ONG peut donner à penser que la santé reproductive et la situation des Roms sont les seuls problèmes graves en Slovaquie et que l'État partie s'acquitte par ailleurs de ses obligations. Ceci étant peu probable, il aimerait savoir quels sont, de l'avis des ONG, les autres problèmes qui sont source de préoccupations particulières. Il aimerait aussi avoir un complément d'information sur le coût des contraceptifs et demande pourquoi on estime que l'éducation sexuelle obligatoire ne doit pas être associée à d'autres matières.

8. Le Comité est conscient de la nécessité de protéger les Roms contre la discrimination dans toute l'Europe. Étant donné que, en Slovaquie, la législation en vigueur est insuffisante pour apporter les changements requis dans les attitudes et les pratiques, M. Sadi se demande s'il ne serait pas nécessaire de mener une campagne ciblée pour faire prendre conscience du problème et s'attaquer aux causes profondes.

9. **M. Texier** s'inquiète de la déclaration selon laquelle l'évolution de la législation est dictée par l'Église catholique et demande pourquoi, de l'avis des ONG, l'État n'est pas capable d'outrepasser les objections de l'Église et d'aligner sa législation sur les normes internationales.

10. **M. Kerdoun**, réitérant les préoccupations de M. Sadi quant au centrage limité des communications des ONG, demande pourquoi les ONG n'ont pas fourni de renseignements sur des questions comme les droits des personnes handicapées, l'inégalité entre les sexes et les droits de l'enfant.

11. **M^{me} Westeson** (Centre pour les droits reproductifs) répond que les ONG ont mis l'accent sur les domaines sur lesquels elles avaient des connaissances particulières et possédaient des renseignements dignes de foi.

12. **M^{me} Debrecéniová** (Citizen and Democracy) dit que, si les ONG n'ont pas traité d'autres problèmes de la société slovaque, dont la violence domestique, la discrimination sur le marché du travail et les inégalités salariales, c'est en partie parce que le Gouvernement n'appuie pas les activités des ONG. Il ne s'agit certainement pas d'un manque d'intérêt ou d'une absence de préoccupation.

13. La contraception orale coûte entre 7 et 15 euros par mois. Objectivement, cette somme peut paraître dérisoire, mais elle est sans aucun doute prohibitive pour de nombreuses femmes, notamment celles dont les ressources sont limitées qui vivent dans les zones d'habitation roms ou sont en situation de violence et les adolescentes qui ne peuvent pas se confier à leurs parents. Des médecins ont également confirmé que, même s'ils sont facilement prescrits, les contraceptifs sont souvent refusés pour des questions de coût.

14. Le problème avec l'éducation sexuelle n'est pas tant qu'elle doit faire l'objet d'une matière à part, mais qu'elle doit être abordée sous un angle des droits de l'homme qui n'est pas déformé par l'idéologie. Bien que la Constitution slovaque stipule expressément que l'État ne doit être lié par aucune idéologie ou religion, l'influence de l'Église catholique

s'est renforcée depuis que le nouveau Gouvernement est entré en fonction en 2010. Depuis, les ONG n'ont même pas été invitées à participer à l'élaboration des politiques. Il est évident que l'Église catholique a le droit d'exprimer ses vues, mais l'État doit être guidé par les principes internationaux relatifs aux droits de l'homme et non par une idéologie religieuse.

15. **M^{me} Baldwin-Pask** (Amnesty International) dit que le centrage donné par Amnesty International à sa communication reflète l'existence d'un programme plus vaste de recherche sur la situation des Roms dans toute l'Europe qui s'inscrit dans le cadre du programme de travail du Comité.

16. **M. Sadi**, notant que, en tant que membre de l'Union européenne, la Slovaquie est soumise aux règles et règlements de haut niveau relatifs aux droits de l'homme et à la juridiction de la Cour européenne des droits de l'homme, demande pourquoi aucune affaire n'a été portée devant la Cour, en particulier si, comme les ONG l'ont indiqué, les lois de l'État partie sur la ségrégation laissent à désirer.

17. **M^{me} Mazurova** (Amnesty International) dit qu'aucune affaire à l'encontre de la Slovaquie n'a été portée devant la Cour européenne des droits de l'homme, mais que cette dernière a été saisie en la matière d'une affaire concernant la République tchèque. Cependant, en 2011, un tribunal slovaque de district s'est prononcé contre la ségrégation dans une affaire mettant en cause une école, laquelle a fait appel de la décision. L'affaire est actuellement en instance devant la juridiction supérieure.

Pérou

18. **M^{me} Finer** (Centre pour les droits reproductifs) dit que le Centre est préoccupé par le fait que le Pérou n'a pas encore adopté de protocole garantissant aux femmes un accès non discriminatoire aux services de santé reproductive légaux, y compris à l'avortement thérapeutique, comme l'exige le Pacte. La grave incidence de ce manque d'accès a été mise en lumière dans deux communications individuelles examinées par le Comité des droits de l'homme et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (*K.L. c. Pérou*, CCPR/C/85/D/1153/2003, et *L.C. c. Pérou*, CEDAW/C/50/D/22/2009), qui ont été amenés à recommander à l'État partie de mettre en place un mécanisme assurant l'accès effectif à l'avortement thérapeutique, qui aurait pu alléger les souffrances des victimes dans ces affaires. Ce mécanisme n'existe pas encore et, de plus, les préoccupations du Centre pour les droits reproductifs ont été exacerbées par des indications selon lesquelles le protocole à l'examen pourrait, une fois établi, imposer une règle de procédure exigeant que les femmes qui souhaitent avorter se présentent devant un comité d'éthique hospitalière ou un conseil médical. Elle demande instamment au Comité de se faire expliquer par l'État partie pourquoi il tarde à respecter les recommandations susmentionnées, et de l'inviter à adopter un protocole interne d'avortement thérapeutique qui n'impose pas d'autres obstacles à l'accès à un service légal et recommandé médicalement.

19. **M^{me} Ramirez** (PROMSEX – Centre de promotion et de défense des droits sexuels et reproductifs) appelle l'attention sur deux obstacles qui empêchent les adolescents des deux sexes d'accéder aux services publics de santé sexuelle et reproductive. Le premier de ces obstacles est ancré dans une modification apportée en 2006 au Code pénal péruvien selon laquelle tout rapport sexuel entre des personnes âgées de 14 à 18 ans est considéré comme un viol, que l'acte ait été consenti ou non. Les répercussions négatives de cette modification, qui ont été reconnues dans un rapport du Ministère de la santé publié en 2009, sont de trois ordres: augmentation des grossesses chez les adolescentes; exposition accrue aux risques d'infections sexuellement transmissibles et augmentation de la mortalité maternelle chez les adolescentes. Un projet de loi tendant à modifier la disposition a été soumis au Parlement en 2010, mais a été retiré quelques mois plus tard. Le second obstacle vient de l'article 4 de la loi générale sur la santé, aux termes duquel les mineurs ne peuvent

pas recevoir de soins médicaux sans le consentement préalable de leur représentant légal. Cette disposition a été interprétée en ce sens que les adolescents ne peuvent pas avoir accès aux services de santé sexuelle et reproductive sans l'autorisation de leurs parents.

20. Étant donné ces obstacles, PROMSEX suggère que le Comité demande à l'État partie de faciliter l'accès à la contraception et aux autres services de santé reproductive, en adoptant en priorité des mesures de nature à réduire les taux de grossesse chez les adolescentes et la mortalité maternelle qui, dans certaines zones rurales et forestières du Pérou, sont extrêmement élevés.

21. **M^{me} Cedano** (DEMUS – Mouvement pour la défense des droits des femmes) dit que l'organisation qu'elle représente aimerait que le Comité soulève la question de la stérilisation forcée auprès de la délégation péruvienne. Selon certaines études, environ 290 000 hommes et femmes, essentiellement de milieux pauvres, ont subi une stérilisation forcée pendant le Gouvernement d'Alberto Fujimori en application de politiques de limitation de la croissance démographique. Au moins 17 femmes en sont mortes. Une enquête sur ces décès, et plus de 2 000 autres affaires, engagée en 2002 a incité l'État à reconnaître qu'il est nécessaire d'indemniser les victimes et de punir les responsables, mais l'affaire a été abandonnée en 2010 en partie parce que toutes les actions pénales qui en résulteraient seraient frappées de prescription.

22. La persistance des pétitions a abouti à la réouverture de l'enquête en 2011, mais le mouvement DEMUS craint que le ministère public n'ait pas reçu suffisamment de ressources pour procéder à un examen approfondi de chaque cas. En attendant, les victimes continuent de se voir dénier la réparation qui leur est due. M^{me} Cedano insiste auprès du Comité pour qu'il recommande à l'État partie d'affecter sans tarder suffisamment de ressources à l'enquête et d'adopter une politique nationale d'indemnisation complète des victimes.

23. **M^{me} Casas** (Fédération internationale pour la planification familiale) tient à mettre en lumière les répercussions négatives d'un arrêt rendu en 2009 par le Tribunal constitutionnel qui a paralysé un programme du Ministère de la santé visant à garantir dans tout le pays la contraception d'urgence et gratuite au motif que la pilule du lendemain a des effets abortifs et non contraceptifs. Bien que le Ministère de la santé ait cherché à reprendre le programme, en citant les dernières preuves scientifiques qui confirment l'absence d'effets secondaires préjudiciables, les femmes se voient toujours refuser l'accès à une contraception d'urgence gratuite par les services de santé publique même si elles sont victimes de violence sexuelle. M^{me} Casas demande au Comité d'inviter le Gouvernement péruvien à réexaminer les preuves scientifiques officielles sur les effets de la contraception d'urgence et, à partir de là, à réintroduire la distribution gratuite de la pilule du lendemain.

24. **M^{me} Raico** (Mouvement Manuela Ramos) dit que l'organisation qu'elle représente est préoccupée par le niveau élevé de la violence sexuelle au Pérou. D'après les statistiques, environ 12 % des femmes péruviennes ont été contraintes de subir un rapport sexuel non consenti au moins une fois dans leur vie, avec pour résultat une grossesse non désirée dans environ 5 % des cas – chiffre qui correspond à au moins 35 000 grossesses par an. Les difficultés des victimes sont exacerbées par une législation restrictive qui limite l'accès à la contraception d'urgence et à l'avortement. Étant donné qu'un projet de loi visant à décriminaliser l'avortement en cas de violence sexuelle qui a été soumis au Congrès en 2009 est en attente d'une décision depuis plus de deux ans et que son approbation n'est aucunement certaine. M^{me} Raico propose que le Comité demande instamment au Gouvernement péruvien d'accélérer, en lui donnant la priorité, l'adoption des modifications législatives nécessaires pour assurer l'accès à un avortement légal et sûr aux victimes de violence sexuelle.

25. **M^{me} Rasmussen** (Conseil international de réhabilitation pour les victimes de torture) dit que les victimes de torture et de mauvais traitements ont un accès très limité à des soins et à une réadaptation appropriés au Pérou et que, de ce fait, elles souffrent souvent d'un mauvais état de santé persistant qui a des répercussions néfastes dans d'autres domaines de leur vie, notamment l'impossibilité de réussir dans les études et au travail, ce qui exacerbe leurs souffrances et leur pauvreté. Étant donné que le fait pour l'État partie de ne pas fournir le soutien et les soins appropriés prive les victimes d'une large gamme des droits garantis par le Pacte, M^{me} Rasmussen suggère que, dans ses recommandations, le Comité demande à l'État partie de remédier à ces lacunes.

26. **M^{me} Suárez Franco** (FIAN International), parlant au nom de l'organisation qu'elle représente, suggère trois domaines à aborder pendant le dialogue avec l'État partie. Le premier est la pauvreté et la malnutrition. Bien qu'une croissance économique soutenue ait réduit la pauvreté globale au cours de la dernière décennie, d'énormes écarts persistent entre les populations urbaines et les populations rurales. Les inégalités dans la répartition des richesses se traduisent par des taux plus élevés de malnutrition chronique chez les enfants ruraux et autochtones. Le deuxième domaine de préoccupation concerne l'exploration minière et celle des hydrocarbures ainsi que la menace que ces activités font peser sur les moyens de subsistance, l'autosuffisance et le bien-être des communautés rurales. Une loi exigeant la consultation préalable des communautés a été adoptée pour répondre aux différends liés au développement industriel, dont le nombre a triplé, mais cette loi s'est révélée jusqu'ici en grande partie inopérante. Le troisième domaine est l'absence de cadre juridique garantissant le droit à la nourriture.

27. M^{me} Suárez Franco demande au Comité d'inviter instamment l'État partie à s'attaquer à ces préoccupations. En particulier, elle aimerait savoir comment l'État partie prévoit d'assurer l'égalité d'accès à une nourriture suffisante dans toutes les communautés, de protéger les communautés rurales des effets préjudiciables de l'exploration minière et de celle des hydrocarbures, de garantir le droit des communautés à consultation préalable et d'établir le cadre juridique nécessaire pour assurer le droit à une nourriture suffisante.

28. **M. López** (Commission internationale de juristes) dit que le Gouvernement a sapé l'impact de la loi n° 29785 sur le droit des peuples autochtones ou aborigènes à consultation préalable ainsi que le règlement d'application qui a été adopté récemment. Plusieurs articles de la loi ont donc été contestés pour violation de la Convention de l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant les peuples indigènes et tribaux, 1989 (n° 169), que le Pérou a ratifiée en 1994. En vertu de la loi, une série de concessions minières octroyées en 1995 et 2011 en violation de la Convention n° 169 de l'OIT ont été confirmées. De plus, six organisations nationales de peuples autochtones seulement ont été invitées à prendre part aux consultations sur la rédaction du règlement d'application de la loi, mettant de côté toute une série de groupes régionaux. Quatre de ces organisations se sont par la suite retirées des consultations. Le projet minier de Conga dans le nord du Pérou a laissé la ville de Cajamarca, qui bénéficiait auparavant d'un approvisionnement en eau abondant, avec un accès limité à une eau qui a été contaminée à la suite des activités minières.

29. L'indépendance du Tribunal constitutionnel péruvien a été compromise par la nomination en 2008 de quatre candidats politiques appelés à y siéger comme juges et par le maintien de deux autres dont le mandat était venu à terme. Ces dernières années, la tendance du Tribunal à déclarer des plaintes irrecevables sans les examiner quant au fond et l'incohérence grandissante de ses décisions, y compris dans des cas controversés de violation des droits de l'homme, ont encore affaibli sa crédibilité.

30. **M^{me} Shin Heisoo**, relevant que l'âge du viol statutaire au Pérou a été porté de 14 à 18 ans, déplore que l'avortement dans les cas de viol n'ait pas encore été dépénalisé. Elle

aimerait avoir des exemples plus précis d'arrêts rendus par le Tribunal constitutionnel qui sont incompatibles avec les dispositions du Pacte.

31. **M. López** (Commission internationale de juristes) dit que plus de 60 % des plaintes portées devant le Tribunal constitutionnel entre 2007 et 2012 ont été jugées irrecevables. Ainsi, le Tribunal a rejeté des plaintes concernant deux lois, l'une sur les ressources en eau et l'autre sur les ressources naturelles, contenant des dispositions incompatibles avec le Pacte, en déclarant que rien ne prouvait que les communautés autochtones seraient affectées par ces lois.

32. **M^{me} Ramírez** (PROMSEX) dit que le Tribunal constitutionnel a déclaré en 2006, conformément aux vues exprimées par l'Organisation mondiale de la santé et l'Association médicale péruvienne, que la pilule du lendemain était un contraceptif. Trois années plus tard elle a, sans raison apparente, annulé cette décision et déclaré que la pilule était abortive.

33. **M. Riedel** dit que les allégations formulées par des ONG qui mettent en doute l'indépendance de la justice au Pérou sont source de préoccupation, mais qu'elles doivent être étayées par un plus grand nombre de détails factuels.

34. **M. Texier** demande s'il existe des documents qui font apparaître les répercussions négatives des activités minières des entreprises multinationales sur les droits économiques, sociaux et culturels des communautés touchées.

35. **M^{me} Suárez Franco** (FIAN International) dit que les renseignements disponibles se dégagent de consultations menées parmi les communautés touchées mais qu'un plus grand nombre de renseignements détaillés seront rassemblés auprès de groupes de la société civile et adressés au Comité.

Espagne

36. **Le Président** appelle l'attention des membres du Comité sur le fait que les ONG espagnoles n'ont pas pu assister à la séance.

37. **M. Marchán Romero** dit que le Centre pour les droits économiques et sociaux, qui est une coalition d'ONG espagnoles, a présenté un long rapport, avec un résumé en anglais, qui a été affiché sur la page Web du Comité.

38. **M^{me} Shin Heisoo** pense que l'absence de certaines ONG aux réunions du Comité est peut-être attribuable à leur manque de ressources et propose que leur participation fasse l'objet d'un débat plus tard au cours de la session.

Éthiopie

39. **M. Hodenfield** (CIVICUS) dit que les agriculteurs et les éleveurs en Éthiopie n'ont pas le droit de vendre, ni d'échanger, ni d'hypothéquer des terres, qui sont placées sous le contrôle exclusif du Gouvernement. Depuis 2005, 3,5 millions d'hectares de terres ont été cédés à bail à des investisseurs étrangers et locaux et, en 2015, ce chiffre aura doublé. Contrairement aux déclarations du Gouvernement, une grande partie de ces terres est occupée par des agriculteurs ou des éleveurs, dont des milliers, selon certains rapports, ont été expulsés de force sans contrepartie ni terres de remplacement. Les investisseurs n'ont aucune obligation de contribuer à satisfaire les besoins de sécurité alimentaire du pays, de fournir des services sociaux ou d'investir dans les infrastructures. Le Gouvernement devrait renforcer la sécurité foncière, protéger les petits propriétaires terriens et les éleveurs contre les déplacements et fournir une indemnité suffisante et des services sociaux appropriés en cas d'expropriation.

40. **M. Abdullahi** (African Rights Monitor) dit que des groupes ethniques dans les régions de l'Oromia et de l'Ogaden en Éthiopie sont victimes de violations des droits de l'homme et ont un accès limité aux services juridiques, sanitaires et éducatifs. Le Gouvernement persécute la population de l'Ogaden en raison de son identité ethnique et de sa religion. Une mission d'évaluation humanitaire des Nations Unies dans la région en 2007 a constaté que le Gouvernement se livrait à une guerre économique contre cette population. Les femmes et les enfants des deux régions sont tout particulièrement exposés à la traite et aux violences sexuelles et, dans ses rapports soumis en un seul document (E/C.12/ETH/1-3), l'État partie a refusé d'admettre que ces régions connaissent une terrible crise humanitaire. Il n'existe pratiquement aucun établissement de soins de santé dans les deux régions, qui ont été minées par l'armée éthiopienne, et le taux d'alphabétisme (80 %) dans l'Ogaden est le plus élevé du pays.

41. **M. Schrijver** aimerait en savoir davantage sur les entreprises qui investissent en Éthiopie et si elles appartiennent à des étrangers.

42. **M. Sadi** estime qu'il serait utile d'avoir des renseignements plus précis sur les terres éthiopiennes qui ont été touchées par les expropriations et si ces terres appartiennent aux éleveurs concernés. Il est nécessaire aussi d'en savoir davantage sur les propriétaires des terres qui sont cédées à des investisseurs au Pérou.

43. **M^{me} Cong Jun** aimerait savoir si les terres agricoles cédées à des étrangers en Éthiopie emploient de la main-d'œuvre locale.

44. **M. Hodenfield** (CIVICUS) dit que l'État éthiopien est seul responsable de la répartition équitable des terres. Ne pas indemniser les personnes expropriées revient à porter atteinte à leur droit à la nourriture. L'Allemagne, l'Arabie saoudite, la Chine et Israël sont les principaux pays qui investissent dans des terres éthiopiennes et qui les utilisent essentiellement pour produire du biocarburant et des produits alimentaires pour leurs marchés intérieurs. Ils sont encouragés à exporter leurs récoltes et payent des taxes foncières plus faibles que les citoyens éthiopiens. Seul un petit nombre de locaux mal rémunérés sont employés sur les terres dont ils ont été dépossédés, en partie à cause des méthodes modernes d'exploitation mécanisée.

Débat général

45. **M^{me} Winter** (FIAN International) dit que le transfert de millions d'hectares de terres paysannes à des entreprises dans le monde entier a un impact direct sur la sécurité alimentaire des communautés marginales. Les États qui décident de ne pas mettre de terres à disposition de ces communautés mais préfèrent les remettre à des investisseurs manquent à leur devoir de protection des groupes défavorisés. L'acquisition de grandes étendues de terres aboutit à une production agricole de plus en plus mécanisée, qui n'est pas viable et entraîne le déplacement des producteurs locaux. L'expansion des monocultures commerciales est préjudiciable à la production alimentaire locale et accroît la dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires. Le Comité devrait envisager de consacrer une observation générale à la terre; appuyer les recommandations contenues dans l'étude finale du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme sur la promotion des droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales; examiner l'impact de l'accapement des terres au cours de son dialogue avec les États parties; et appliquer les Principes de Maastricht relatifs aux obligations extraterritoriales des États dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels aux cas d'accapement des terres signalés pendant le processus de suivi.

46. **M. Sadi** dit que la question de la terre est trop vaste pour être traitée dans une observation générale.

47. **M. Texier** estime que le Comité a besoin de renseignements plus détaillés, spécifiques aux différents États, sur la question de l'accaparement des terres afin de traiter le sujet quand il examine les rapports périodiques des États parties. Il demande instamment aux groupes de la société civile de mettre leurs ressources en commun pour produire en parallèle des rapports complets sur toutes les dispositions du Pacte, au lieu de se consacrer à une seule question telle que la santé sexuelle et reproductive. La question de la torture n'entre pas dans le champ d'application du Pacte.

48. **M. Riedel**, notant que le Comité sera habilité à examiner des communications individuelles dès l'entrée en vigueur du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, demande aux ONG d'apporter une large contribution et de présenter des recommandations précises pour aider le Comité à s'acquitter plus efficacement d'une charge de plus en plus lourde.

49. **M^{me} Suárez Franco** (FIAN International) encourage le Comité à consacrer une séance à l'accaparement des terres et à ses effets sur les droits économiques, sociaux et culturels. Il serait utile aussi d'organiser une séance d'information sur les Directives volontaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture concernant la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. En principe il s'agit de terres qui appartiennent à l'État et qui depuis toujours sont exploitées par des paysans sans terre. En tant que propriétaire foncier, l'État peut tout simplement les évincer sans les consulter et en leur faisant des promesses d'indemnisation qui sont rarement tenues. Dans d'autres cas, les propriétaires de petites exploitations sont soumis à des pressions pour qu'ils vendent leurs biens à de gros investisseurs.

50. La notion de droit à la terre est étroitement liée au droit à la nourriture et à la dignité humaine. De même qu'il est tenu de favoriser les conditions propices à l'exercice du droit au travail, l'État est responsable de la création de conditions garantissant les droits à la nourriture et à la dignité humaine.

51. On considère que les propriétaires fonciers expropriés qui continuent de travailler sur les terres qu'ils ont perdues sont dans une situation de déplacement économique ou *in situ*. Généralement, ils travaillent dans de mauvaises conditions et ils n'ont plus aucun pouvoir de décision quant à la manière de produire leur propre nourriture.

52. **M. Kjaerum** (Conseil international de réhabilitation pour les victimes de la torture) dit que la réhabilitation des victimes de la torture est une question de soins de santé et présente par conséquent un intérêt direct pour le Comité.

53. **M^{me} Ramírez** (PROMSEX) dit que, dans les rapports qu'il a soumis en un seul document, le Pérou n'a aucunement mentionné les questions de santé sexuelle et reproductive, à l'exception de la mortalité maternelle.

54. **M^{me} Jourdan** (Association des citoyens du monde) dit que le Comité devrait insister sur la nécessité d'assurer l'égalité d'accès aux soins de santé dans tous les États.

Le débat résumé prend fin à 17 h 30.